

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 17/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIÈRES J. LEONHART
2 avenue de la Liberté - BP 70005
67600 SELESTAT

Code AIOT : 0006700162

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2023 dans l'établissement SABLIÈRES J.LEONHART implanté In den Hoefflen - ZERC4 - 67600 SELESTAT. L'inspection a été annoncée le 22/03/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES J.LEONHART
- In den Hoefflen - ZERC4 - 67600 SELESTAT
- Code AIOT : 0006700162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LEONHART exploite à Sélestat une carrière en eau. Elle a été autorisée le 12/12/2022 à modifier ses installations de traitement.

Les nouvelles installations ne sont pas encore en place. Certaines dispositions de cet arrêté s'appliqueront donc aux nouvelles installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 2.5	/	Sans objet
2	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 2.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	installations traitement des matériaux	Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.1	/	Sans objet
4	installations traitement des matériaux	Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.1	/	Sans objet
5	installations traitement des matériaux	Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.1	/	Sans objet
6	étude hydraulique	Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.2	/	Sans objet
7	retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.1.3	/	Sans objet
8	extraction	Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 2.1	/	Sans objet
9	plans	Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 2.2	/	Sans objet
10	mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 32,1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non conformité a été relevée concernant le plan d'exploitation et les profils.

S'agissant d'une non conformité documentaire et considérant que l'exploitant a passé commande au géomètre pour intégrer les éléments manquants lors du prochain relevé bathymétrique, aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : «Un contrôle de la situation acoustique est effectué dans un délai de six mois après la mise en service des nouvelles installations de traitement des matériaux, puis tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifiée».
Constats : Le dernier contrôle des émissions sonores date de 2020. Les nouvelles installations ne sont pas encore en service. Le prochain contrôle est à réaliser dès la mise en service des nouvelles installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de : <ul style="list-style-type: none"> • 3^e période (jusqu'au 30/07/2023) : 410 671 euros • 4^e période du 31/07/2023 au 30/07/2028 : 410 671 euros
Constats : L'acte de cautionnement actuel est valable pour la période du 30/07/2018 au 29/07/2023 pour un montant de 266 300,55 euros. Un avenant a été produit le 12/01/2023 pour augmenter le montant de 144 370,45 euros soit un total de 410 671 euros et la durée a été prolongée jusqu'au 30/07/2028.
Observations : Aucune
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : installations de traitement des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, conditions de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « 1. Conditions de prélèvement Le prélèvement maximal effectué par l'exploitant dans le plan d'eau ne peut en aucun cas dépasser 800 000 m ³ par an et 400 m ³ /h. L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans le nettoyage des installations, l'arrosage des pistes... pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.
Constats : En 2022, l'exploitant indique les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 664 500 m³ d'eaux consommées en 2022 avec un débit maximum de 400 m³/h. La partie recyclage des eaux sera prise en compte dès lors que les nouvelles installations seront en fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : installations de traitement des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, modalité de traitement des eaux de procédé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2. Modalités de traitement des eaux de procédé Les eaux de procédé sont traitées dans des bassins de décantation implantés en cascade avant rejet dans le plan d'eau. Le rejet d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site est interdit. Le circuit de récupération des sables et matières en suspension est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation est prévu, en cas de rejet accidentel de ces eaux. Le point de rejet des eaux de procédé est aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.
Constats : Les bassins de décantation sont en place et rejettent dans le plan d'eau.

Dès que les nouvelles installations seront en fonctionnement le dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé en cas de rejet accidentel devra être mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : installations de traitement des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, entretien des bassins de décantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bassins de décantation sont régulièrement curés pour assurer une décantation efficace. L'exploitant consigne sur un registre les dates de curage, les volumes curés et la destination des matériaux curés.
Constats : Selon l'exploitant, les bassins de décantation sont curés environ tous les 6 mois. Les matériaux sont réutilisés sur site et servent au réaménagement du site. L'exploitant doit assurer la traçabilité des dates de curage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : étude hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, étude hydraulique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à la préfète, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude hydraulique évaluant le risque d'aggravation des conditions hydrauliques et le risque de pollution provenant de l'amont par transport de substances liées aux activités présentes dans la zone en amont afin d'évaluer la pertinence de maintenir un endiguement de l'ensemble de l'exploitation.
Constats : L'étude hydraulique est en cours de réalisation par un bureau d'études spécialisé. La carrière est déjà endiguée, et d'après les premiers éléments de l'étude, cet endiguement sera maintenu afin d'assurer la sécurité du site, d'interdire les accès, et de réutiliser les matériaux issus du site. L'étude finale est à transmettre d'ici fin juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2022, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : «L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats des mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum semestrielle ».
Constats : Le bilan du suivi annuel des retombées de poussières est daté de mars 2023. Les conclusions indiquent que les concentrations mesurées, en moyenne annuelle au niveau des stations situées en limite de site (c) sont toutes inférieures à l'objectif à atteindre de

500 mg/m²/jour fixé par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié. Les émissions du site ne sont pas de nature à incommoder le voisinage et l'environnement proche étant donné que les habitations les plus proches sont relativement éloignées du site, et ne sont pas sous les vents dominants. Aucune mesure corrective n'est à mettre en place.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, extraction

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« L'exploitant définit une méthode de repérage des engins d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté. A cet effet, avant chaque phase d'exploitation, l'exploitant implante sur le site des dispositifs matérialisant les distances de sécurité définies à l'article 12 pour la phase concernée.

L'exploitant établit et met en œuvre une consigne relative au calcul de la profondeur maximale d'extraction compte tenu du positionnement de la drague.

Après chaque déplacement de la drague et avant la reprise de l'extraction, l'exploitant consigne dans un registre la profondeur maximale d'extraction acceptable permettant d'assurer le respect des pentes prévues à l'article 15 du présent arrêté, ainsi que la distance du point d'extraction par rapport à la limite de la bande de sécurité ».

Constats : Cette prescription fait suite à la visite d'inspection du 16/06/2020 qui avait relevé des incohérences entre la profondeur d'exploitation et la profondeur limite à ne pas dépasser. Aussi, il avait été demandé à l'exploitant d'établir des consignes et documents listés dans l'AP du 29/07/2020.

Le jour de la visite, la méthode de repérage des engins d'extraction a été présentée, ainsi que la méthode de calcul de la profondeur maximale d'extraction.

Cette profondeur d'extraction est consignée dans le registre.

L'exploitant a pris les dispositions nécessaires pour répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, contenu et mise à jour du plan

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« Les profils sont régulièrement répartis dans les zones exploitées et dans les zones surcreusées.

Les coupes font apparaître la pente théorique définie en application des pentes mentionnées à l'article 15 du présent arrêté, ainsi que le profil relevé au cours du relevé bathymétrique effectué en 2020 (référence) et celui issu du relevé bathymétrique de l'année N-1.

Lorsque des zones de haut-fond sont prévues, la pente théorique associée mentionnée à l'article 15 est représentée sur les profils ».

« Le plan, les courbes bathymétriques et les profils sont mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent.

Plusieurs plans peuvent être établis. Ils ont alors la même échelle.

Après chaque mise à jour des profils, l'exploitant établit un rapport portant sur la conformité des pentes des talus par rapport aux dispositions de l'article 15 du présent arrêté (le rapport statue sur la conformité de l'angle des pentes des talus et sur le respect des pentes théorique) et sur le suivi des zones où des surcreusements ont été observés.

<p>Constats : Non conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les profils 2020 (référence) et celui de l'année n-1 ne sont pas indiqués sur les profils 2022 ; - l'exploitant n'a pas établi de rapport portant sur la conformité des pentes et talus et sur le suivi des zones où les surcreusements ont été observés. <p>Post-visite l'exploitant a contacté son géomètre afin d'intégrer ces éléments lors du prochain relevé bathymétrique.</p> <p>S'agissant de non conformité documentaire, l'exploitant ayant passé commande à son géomètre, il n'est pas proposé de suite administratives sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 32,1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en œuvre des mesures compensatoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet avant le 31 décembre de chaque année à l'inspection un rapport présentant l'état d'avancement des mesures compensatoires.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis le rapport 2022 du Suivi écologique des espèces protégées dans les prairies reconstituées.</p> <p>Ce rapport émet les conclusions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Fauche des prairies à Sanguisorbe (enjeu papillons) <p>Il est important de réaliser la fauche des prairies à Sanguisorbe fin mai - début juin afin d'optimiser le milieu pour les espèces de papillons ciblées.</p> <ul style="list-style-type: none"> . Pâturage extensif au Winkel <p>Des bovins ont été remis dans le parc comme le préconisaient les recommandations de gestion pour 2022. Néanmoins, il semble y avoir de plus en plus de saule dans la partie Nord du parc, une coupe des refus permettrait d'éviter une fermeture du milieu.</p> <ul style="list-style-type: none"> . Projet de pâturage bovin au Hoeflen <p>La grande parcelle centrale du site Hoeflen est de plus en plus difficile d'accès, la végétation est de plus en plus dense et par conséquent l'habitat est inadapté pour les espèces cibles. Un projet de pâturage extensif au niveau de cette parcelle a été proposé en 2021 pour remplacer la fauche (cf. carte). La mise en place d'un pâturage à la place de la fauche dans certaines zones difficiles d'accès au Hoeflen est une option prévue par le plan de gestion élaboré en 2015.</p> <p>L'exploitant devra prendre en compte ces recommandations pour 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
